

La Nation

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Journal vaudois

Les trois failles structurelles du régime des partis

La Ligue vaudoise, fondée il y a quatre générations dans le but de réfléchir, d'écrire et d'agir dans la perspective du bien commun vaudois – et, par ricochet, de l'indépendance fédérale –, n'est pas constituée en parti. Elle prend position lors des votations, mais ne participe pas aux luttes électorales. Il lui arrive de lancer un référendum ou une initiative, mais elle ne recommande jamais tel ou tel candidat.

On nous objectera qu'il n'est pas possible de faire de la politique en marge du régime et en critiquant les principes qui l'animent. N'est-ce pas, en effet, se condamner à n'exercer, dans le meilleur des cas, qu'une influence minimale? La Ligue ne ferait-elle pas mieux d'opter pour un parti dont les fondamentaux ne seraient pas trop éloignés des siens, d'y entrer et d'utiliser sa dynamique pour faire passer les idées qui lui sont chères? Ou alors fonder son propre parti, dont elle pourrait garantir durablement la rigueur doctrinale tout en profitant des élections pour accéder au pouvoir?

Si nous ne l'avons jamais fait, c'est principalement pour des motifs qui tiennent à la mécanique même du système partisan. En effet, indépendamment des compétences et de la bonne volonté de ses cadres et de ses membres, indépendamment de son idéologie et de sa situation par rapport au pouvoir, tout parti souffre de trois failles structurelles qui l'empêchent de se vouer prioritairement à la recherche du bien commun.

La première faille est que la multiplicité des partis engendre mécaniquement la division du pays. Chacun d'eux prétend représenter l'intérêt général et considère les autres comme des adversaires, parfois des ennemis. Cette division affaiblit le pays, dans son fonctionnement interne et face aux Etats voisins.

L'unité du pays étant un souci constant de la Ligue vaudoise, et d'ailleurs une expression essentielle du bien commun, il serait particulièrement contradictoire, pour ne pas dire oxymorique, qu'elle crée un «Parti d'union vaudoise», suscitant ainsi, sous prétexte d'unité, une division supplémentaire dans le pays.

La deuxième faille du régime électoral est que, puisqu'il y a un pays et plusieurs partis, il n'y a pas une, mais deux finalités politiques, qui se font concurrence dans le cœur du militant: le bien du pays et le bien du parti. Quoi que ce militant ait en tête, le caractère constamment immédiat du souci électoral le contraint à s'occuper du parti en priorité, pour ne pas dire en exclusivité. Le bien commun, c'est toujours pour plus tard, quand on sera assuré de l'avenir et qu'on aura le temps d'aller au fond des choses. On en prend l'habitude et, peu à peu, le bien commun est relégué tout au fond de l'armoire aux mythes. Comme le souci du pays demeure malgré tout, au moins comme une léger remord, le militant calme sa conscience en identifiant le bien commun du pays aux succès électoraux de

son parti. Cette vision partielle et boiteuse touche tous les militants, même les meilleurs.

La Ligue vaudoise répugne à appliquer l'essentiel de son énergie à des manœuvres – stratégie et tactique, slogans, communication – dans le but d'assurer le succès des prochaines élections. Nous voulons être indépendants des urnes pour nous soumettre librement aux seules exigences du bien commun.

Il arrive certes que le bien du pays et celui du parti se confondent, et c'est tant mieux. Cela a permis à la Ligue vaudoise de collaborer avec l'un ou l'autre parti, parfois très éloigné en doctrine, lorsqu'une convergence occasionnelle se manifestait. Ce type de collaboration est sans équivoque, étant lié à une situation concrète. On ne saurait aller au-delà et passer à une collaboration organique régulière, ce qui reviendrait à soutenir tel parti au détriment des autres, mais aussi à entrer dans un jeu que nous ne maîtrisons pas.

La troisième faille est une question de tempo. En bonne politique, chaque modification de la situation du pays, qu'il s'agisse d'une nouvelle loi importante, d'un arrivage migratoire ou d'une batterie d'innovations techniques, devrait être introduite assez lentement pour que le peuple dans son ensemble puisse la digérer et la faire sienne. Or, une communauté est infiniment plus complexe et lourde à remuer qu'un simple individu. Son rythme d'assimilation est plus lent en proportion. Si l'on admet que l'unité

de mesure du temps politique est la génération et que celui des partis est la législature, cela signifie que le pays réel vit quatre ou cinq fois plus lentement que le régime.

Cette contradiction temporelle permanente casse le rapport que le politicien entretient avec son pays. Il n'a pas assez de temps: trois législatures, ça fait quinze ans, beaucoup pour ceux qui attendent leur tour, très peu d'un point de vue politique. Il est contraint de voir trop court et d'agir trop vite. Dès lors, le pays est gouverné selon un rythme qui n'est pas le sien, comme un coureur de fond qui serait perpétuellement condamné au *sprint*.

N'ayant pas le temps de faire la synthèse entre ce qui existe et ce qui vient, le politicien tend à privilégier ce qui vient. Mais le passé subsiste tout de même, dans les mentalités, dans les usages, dans les institutions. Aussi, le désordre politique et social règne, entre un passé qui ne veut pas mourir et un futur qui s'impatiente.

Division artificielle du pays entre des groupes ennemis, action politique détournée du souci premier du bien commun, dévalorisation de ce qui est au nom de ce qui vient, ces trois failles entraînent d'autres, entre les générations, entre les détenteurs du pouvoir, à l'intérieur même de chaque parti, sous forme de factions et de chapelles. La Ligue vaudoise ne veut pas contribuer à tout cela en participant, si peu que ce soit, au régime des partis.

Olivier Delacrétaux

Dire la gloire et la menace

C'est le titre quelque peu énigmatique des chroniques de Jacques Chessex parues dans *L'Hebdo* entre 2000 et 2001. Elles sont aujourd'hui rééditées aux Editions de l'Aire, nanties d'une belle préface d'Isabelle Falconnier.

Le magazine avait confié en alternance une rubrique libre à trois écrivains, Chessex, Yves Laplace et Eugène. Il semble que les auteurs aient été libres de leurs choix rédactionnels, si l'on en juge à la variété des thèmes abordés: la littérature tient naturellement une place centrale, mais Chessex est aussi éclairant lorsqu'il aborde la peinture (mémorable visite à l'atelier de Sarto) ou le cinéma (Losey, Saura, Jarmusch).

Chessex fut un écrivain de race et surtout un styliste qui fait honneur à la langue française. Des trente-cinq chroniques restituées, il n'en est aucune qui soit médiocre. Presque vingt ans après, elles ont toutes gardé la fraîcheur du

premier jour. Chessex est un passionné, un sanguin, qui excelle autant dans ses haines que dans ses admirations. Il étrille Jean-Louis Kuffer, qui a eu l'imprudence d'émettre des réserves à propos d'un recueil de nouvelles d'Etienne Barilier. Les leçons de style de Kuffer sont comparées «aux couinements d'un basset enseignant à respirer à un coureur de fond».

Sartre fait figure «de besogneux maître d'école adaptant son propos de l'allemand. Michel Foucault de savantasse emboîté dans ses tabous sado-masochistes. Roland Barthes de grammairien précieux et incapable d'écrire le seul roman qui l'obsède. L'épais Bourdieu, de père fouettard utile à étonner la province.» Sartre a pris le relais de Gide comme maître à penser après la deuxième Guerre. «Au désengagement de Gide s'est substitué l'engagement de Sartre, et par le nombre aberrant des justifications qu'il a imposées de divers

totalitarismes, l'URSS, Cuba, ou le terrorisme intellectuel français des années soixante.» De Gide, Chessex loue la liberté de jugement, la curiosité, l'antipédantisme et, bien sûr, l'élégance classique du style. Il nous donne envie de relire l'auteur de *Si le Grain ne meurt*: «Et je retrouve avec plaisir mon excitation à lire Gide comme je l'ai aimé à seize ans.»

Certaines chroniques sont d'une fascinante profondeur, telle celle intitulée *L'effèt Holbein*. Il le décrit comme «le noircissement de l'œuvre. [...] Le noircissement, c'est le timbre du regret. La fuite du temps. La hantise des choses pas faites, pas consommées, mal vécues, le retour du non-dit, la part du vide.» La plupart des grandes œuvres du génie humain sont marquées de ce signe, que Mercanton avait si bien situé chez Mozart dans un essai pénétrant, *Mozart avant l'adieu*. Les artistes heureux sont rares, selon Chessex, qui

évoque Stendhal, Vailland ou Matisse. Les autres cultivent le *memento mori* des Romains. «Je me souviens qu'une femme est belle quand elle porte sa plénitude, son attrait charnel et la certitude de son vieillissement qui est la marque de son destin. Ainsi l'œuvre du peintre et du poète aimés: jamais plus accomplie et rayonnante, que mystérieusement désignée pour dire sa gloire et la menace d'où elle vient.»

J.-B. Rochat

Référence: Jacques Chessex, *Dire la gloire et la menace*, Vevey, Editions de l'Aire, 2019, 160 p.

Remarque: on loue la qualité d'impression du volume, la reliure au fil, la couverture à rabats; on blâme les dizaines de coquilles, résultat d'une correction hâtive et distraite. Miller devient «Mi-Her», et le lecteur traverse régulièrement des carambolages tels «Blanchot, à Michauxetau».

Qu'est-ce que le nihilisme ?

Nihilisme est un mot savant peu utilisé. On le trouve parfois associé aux djihadistes, par exemple dans cette phrase de l'écrivain Denis Tillinac: *Tel est le projet des djihadistes: nous dénuder spirituellement jusqu'à ce que nous les rejoignons dans le nihilisme. Alors ils nous auraient vaincus.*

Nous nous attarderons cependant sur les termes *nihilisme* et *nihiliste*, car ils saisissent adéquatement notre temps. L'Occident s'est engagé depuis deux siècles et demi sur une pente nihiliste, il est attiré par le vide. Il n'est pas aisé de comprendre comment et pourquoi. Des penseurs de grande envergure (Dostoïevski, Nietzsche, Heidegger, Ernst Jünger, Camus) se sont penchés sur ces questions.

Définissons le mot et observons à quels phénomènes il renvoie.

Nihilisme est formé du suffixe *-isme* qui renvoie à maintes doctrines politiques ou constructions intellectuelles, comme le fascisme, le communisme, le pluralisme, le scientisme, etc. Ce suffixe est souvent péjoratif, désignant des idéologies qui rendent mal justice au réel.

En latin, *nihil* signifie «rien». Ce mot lui-même est formé du préfixe *ne-* (non, pas de) et de *hilum*, «petit point noir au bout des fèves». Dans le domaine de la botanique, le *hile* est le point d'attache par où la graine adhère au funicule et en reçoit les suc nourriciers; c'est aussi la cicatrice laissée sur le tégument de la graine après la rupture du funicule (*le hile du haricot, du petit pois*). En anatomie, c'est la région

de la surface d'un organe, souvent déprimée, par où pénètrent les vaisseaux sanguins et les nerfs (*le hile du rein, du foie, du poumon*). A l'endroit du hile circule ce qui est nécessaire à la vie d'une plante ou d'un organe.

Chez saint Augustin, le mot *nihilisti* nomme ceux qui ne croient et n'enseignent rien. Au XII^e siècle, les *nichilii* admettent seulement la nature divine du Christ et nient que celui-ci se soit fait homme. Il n'y a plus de passerelle entre l'homme et Dieu. En 1177, cette hérésie qui répudie l'Incarnation fut condamnée par le pape Alexandre III.

Nihilisme, qui apparaît en français vers 1760, contient l'idée de néant. Les nihilistes «font» le vide ou s'y jettent, rompant avec le réel et le corps concrets. Ils tuent et se tuent parfois, comme les nihilistes russes du XIX^e ou les djihadistes d'aujourd'hui.

Le nihilisme est une figure du mal. Dans *Journal d'un curé de campagne*, Bernanos dit que *le mal est comme une énorme aspiration du vide, du néant*. La tragédie grecque laisse parfois entendre qu'il aurait mieux valu ne pas naître; ainsi le chœur des vieillards dans *Œdipe à Colonne* de Sophocle: *Ne pas naître, voilà ce qui vaut mieux que tout. Ou encore, arrivé au jour, retourner d'où l'on vient, au plus vite, c'est le sort à mettre aussitôt après. Dès l'heure en effet où le premier âge cesse de te prêter sa douce inconscience, est-il désormais une peine qui ne t'atteigne pas? Est-il une souffrance qui manque à ton compte?*

Les discussions autour du nihilisme prennent un tour périlleux. Le langage

nous donne l'illusion que le rien est *quelque chose*; certains mystiques assimilent même la réalité suprême, Dieu, au néant. Nous ne pouvons pas nous dispenser des mots *rien, néant, vide, vanité, vacuité* pour décrire l'attitude des nihilistes, mais il est probable que ceux-ci cherchent moins à rejoindre le néant qu'à échapper au monde tel qu'il est. Les suicidaires sont encore portés par l'espérance.

Le nihilisme retient notre attention en tant que disposition de l'âme à déposer une bonne fois le fardeau de l'existence. Les nihilistes passifs n'aiment pas la condition humaine. Ils balancent entre l'angoisse et l'ennui. Ils ont peur de la lutte pour la vie. La crainte de souffrir et de mourir les paralyse. *A quoi bon? se plaignent-ils, nous n'avons pas demandé à naître; nous redeviendrons cendre et poudre. Il n'y a pas de dieu dans le ciel, notre vie n'a pas de sens, nos souffrances ne servent à rien, tout nous est égal.*

Le nihiliste, pessimiste fatigué, fuit la cruauté de l'existence. Il se donne parfois la mort. Ou bien il proteste, s'en prend à son corps, se scarifie, cesse de manger (anorexie) ou mange à en crever (boulimie). Il s'abîme dans les paradis artificiels de l'alcool ou de la drogue. En proie à d'innombrables addictions, au sexe sans amour, au jeu ou aux voyages sans but, il cherche les états de plaisir où il s'anéantit à petit feu.

De peur de ne rien obtenir, un type de nihiliste cesse de désirer quoi que ce soit, atteignant parfois l'absence de

troubles intérieurs par des pratiques ascétiques, comme les bouddhistes.

C'est le propre des nihilistes de rêver d'un monde meilleur. Certains d'entre eux, plus actifs, ne se contentent pas de chimères et d'idoles; ils refusent tout héritage, se démènent pour créer le paradis sur terre, commençant par faire *table rase* du passé pour ensuite reconstruire le monde selon de justes principes d'égalité et de pureté. Communistes, nazis, véganes anti-spécistes, féministes enragées, écologistes radicaux et terroristes sont de cette trempe. Quant aux posthumanistes, ils reconfigurent l'univers selon les «avancées» de la science et de la technique, cherchant à se débarrasser du corps vivant et de l'homme mortel réduit à un cerveau artificiel. Parfois, les utopies s'effondrent en peu de temps car leurs partisans, nazis ou communistes par exemple, s'entre-massacrent, ne se trouvant jamais assez purs, racialement ou socialement. Le nihilisme est un cercle vicieux.

Le nihilisme prend de nos jours deux formes apparemment opposées: décadence occidentale, douce et athée d'un côté, terrorisme barbare d'inspiration islamique de l'autre.

La maladie nihiliste occidentale est plus dangereuse, car moins spectaculaire. A cause de la dénatalité, du goût du suicide assisté, du démembrement de la famille, de l'égalitarisme niveleur et de la destruction de l'environnement naturel, nos nations s'éteignent dans une fébrilité euphorique, presque à leur insu.

Jacques Perrin

Pourquoi une partie du PLR préfère-t-elle le PS à l'UDC ?

Le vote du 17 mars dans les bastions PLR le prouve: malgré le soutien officiel de ce parti au candidat de l'UDC, une part importante de son électorat s'est abstenue de voter pour celui-ci, exprimant de fait une préférence pour la candidate du PS et le maintien de la majorité actuelle au gouvernement vaudois.

Pour expliquer ce phénomène à première vue étonnant, certains commentateurs mettent la faute sur le candidat malheureux, dont le profil, plutôt âgé et campagnard, ne serait pas le bon. D'autres, qui vont déjà plus loin, disent que le candidat UDC, pourtant de tendance agrarienne (donc plutôt «valdo-radicalo-compatible»), a fait les frais du rejet, par une partie de l'électorat PLR, de la tendance blochéenne de l'UDC, dominante au niveau fédéral. Cette seconde explication pointe dans la bonne direction, mais doit être approfondie, historiquement et philosophiquement.

Il ne faut jamais oublier que «gauche» et «droite» sont des termes relatifs l'un à l'autre qui ne désignent pas une réalité politique immuable, qu'il s'agisse d'une idéologie ou d'un électorat.

Alors que nous avons l'impression d'avoir toujours vu les libéraux siéger à droite dans les parlements, notre esprit doit faire un effort pour réaliser ce que nous enseignent les livres d'histoire, à

savoir que les libéraux ont incarné la gauche pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, la droite étant alors incarnée par les conservateurs.

Les libéraux ont progressivement été repoussés vers le centre par les vagues idéologiques successives, chacune étant considérée comme plus à gauche que la précédente: radicaux, puis socialistes, et enfin communistes. Économiquement, les radicaux peuvent être considérés soit comme des libéraux modérés, soit comme des socialistes modérés: les radicaux sont plus étatistes que les libéraux, mais moins que les socialistes.

Les libéraux et leurs cousins radicaux n'ont vraiment incarné la droite qu'à partir du moment où ils n'eurent plus grand monde sur leur propre droite, c'est-à-dire pendant la Guerre froide, quand l'opposition des deux idéologies économiques que sont le libéralisme et le socialisme – couplée à la révolution «sociétale» des années soixante – éclipsa les tendances conservatrices partout en Europe.

En Suisse, le PDC est emblématique de cette évolution des partis conservateurs. Fondé au milieu du XIX^e siècle sous le nom de Parti catholique conservateur, il prend en 1894 le nom de Parti populaire catholique, en 1912 celui de Parti conservateur populaire, en 1957 celui de Parti conservateur-chrétien social. La

rupture a lieu en 1970, quand le parti prend le nom de Parti démocrate-chrétien, abandonnant ainsi l'étiquette conservatrice. Cet ultime changement de nom correspond à une évolution idéologique réelle, qui se manifestera de manière éclatante une dizaine d'années plus tard. Alors que le PDC et ses ancêtres avaient toujours siégé, au Conseil national, à droite du Parti radical et du PAI (ancêtre de l'UDC), voilà que, à la suite des élections fédérales de 1983, le PDC siège désormais à gauche du Parti radical, lequel occupait jusqu'alors les sièges situés au centre du Conseil national.

Etrangement, la plupart des commentateurs politiques suisses semblent toujours avoir en tête cette cartographie parlementaire datant de la fin de la Guerre froide, avec un PS à gauche, un PDC au centre et un PLR à droite.

Pourtant, les clivages idéologiques ont à nouveau profondément bougé à la suite de la disparition du «socialisme réel» en Europe de l'Est. D'une part, les tendances conservatrices ont refait leur apparition, sous la forme de partis souverainistes et «populistes» (en Suisse: l'UDC). D'autre part, les partis socialistes européens se sont convertis au libéralisme modéré.

Or, depuis le XIX^e siècle, c'est l'idéologie économique qui opposait les «libéraux» (au sens large, incluant les radicaux) et les socialistes. Sur le plan

que certains qualifient depuis quelques années de «sociétal», qui n'est autre que celui des bonnes vieilles questions morales (avortement, euthanasie, consommation de drogue, toutes les questions relatives à la sexualité,...), les libéraux (et radicaux) sont, au niveau des principes philosophiques, tout aussi «progressistes» – c'est-à-dire libertaires – que les socialistes.

Par le double effet, d'une part de l'effacement sur leur gauche du socialisme comme idéologie ayant sa consistance propre, et d'autre part de la renaissance sur leur droite de partis conservateurs (souverainistes et populistes), les partis libéraux (et radicaux) sont en train de redevenir les partis de gauche qu'ils étaient il y a tout juste deux siècles. Voilà la raison fondamentale pour laquelle une partie du PLR (tant parmi les électeurs que parmi les élus et les cadres du parti) semble préférer s'allier – tacitement pour l'instant – au PS plutôt qu'à l'UDC.

Le socialisme européen ayant abjuré le marxisme pour se convertir au libéralisme modéré, la logique voudrait que, sur le plan vaudois, le PS se fasse progressivement absorber par le PLR. Or, par une ironie du sort, bien cruelle pour le parti fondé par Henry Druet, il semble que ce soit l'inverse qui est en train de se passer.

Denis Ramelet

Les invasions du Cambodge

Les plages à palmiers, dans l'Asie du Sud, sont envahies par les touristes d'Occident qui oublient tout. Ces rives inspirent d'autres rêves. Le regard de la Chine sur le Cambodge est triplement avide, de vacances, car ils sont devenus consommateurs, d'espace, car ils sont plus d'un milliard, de commerce, leur grand don, et beaucoup plus. En ce XXI^e siècle Pékin entend dominer son voisinage et le globe sans complexes, sans guerres si possible, mais non sans pressions. Le pays de Mao, qui voici un demi-siècle fondait des cuillères dans les villages pour égaler un jour la métallurgie anglaise, s'est élevé à un impérialisme attiré par tous les continents et, dans sa proximité, par le moindre segment de mer. Observons par exemple la transformation actuelle de la petite riviera de Sihanoukville, sur le golfe de Thaïlande.

A une ville endormie, nommée Kampong Saom, «port agréable», où j'ai senti se répandre jadis les effluves d'une unique fabrique de *nouoc mam*, poisson fermenté en sauce, le roi des Khmers donna son propre nom en 1958. Situé à 160 km au sud de Phnom Penh, avec 150'000 habitants, ce port offrait encore, il y a peu, l'idylle d'un voisinage de sable et de palétuviers. Or voici que ce lieu s'est brusquement métamorphosé en béton compact d'une forêt de gratte-ciel. C'est Miami Beach. Les Chinois y voient plutôt un second Macao. Ils y maîtrisent tout. Ils y sont les investisseurs, les constructeurs avec leur propre main-d'œuvre, les fous du jeu. Ils y font cliqueter le tourisme de masse en T-shirts, et les Occidentaux n'y trouvent plus leurs criques paradisiaques. Les Chinois font fortune et se ruinent dans 152 casinos (chiffre de 2018). Les Cam-

bodgiens se découvrent sous la coupe d'une mafia. Pas d'agence hôtelière, de bureau de change, de compagnie de bus ou de touk touks qui ne soient en mains chinoises.

Pas de guerre, ai-je écrit. Mais derrière la conjoncture locale et actuelle se perçoit une stratégie qui fait suite, en Extrême-Orient, à un long passé d'affrontements et de tragédies ethniques. Au cours des siècles, le Cambodge occupa largement le Sud-Est asiatique avec ses rois bâtisseurs et artistes qui firent rayonner la civilisation d'Angkor. Mais plus récemment, en 1975, le pays perdit le quart de sa population dans un génocide autoinfligé. Aujourd'hui, la prospérité semble revenue avec 6 millions de touristes par an, un sur sept venus de Chine.

Au cours des siècles, jusqu'à l'arrivée des Français, le Cambodge a vécu dans la crainte constante de l'invasion, voyant ses frontières reculer sous l'étau de voisins immédiats, habiles et redoutables cultivateurs, les Thaïlandais à l'ouest et les Vietnamiens à l'est. Ceux-ci avaient eux-mêmes été poussés vers le sud par les Han, cette Chine du Nord, politique, culturelle, combattante qui n'a cessé de bousculer ou parfois d'avaler ses minorités. Par un jeu de billard, les Vietnamiens ont progressé vers le midi marin, du Tonkin au delta du Mékong, qui était encore khmer au XVIII^e siècle.

Le jeune Sihanouk, au temps du colonialisme français, vit sa position princière soutenue par Paris, qui le considérait comme un dilettante malléable, bon pour consolider l'assemblage politique incertain appelé l'Indochine. Il s'affirma comme populaire défenseur et leader de la nation

khmère. La presse se gaussa de cette prétention monarchique. Entre l'impérialisme américain et le communisme, l'objectif était la neutralité et le maintien du peuple cambodgien hors de la guerre du Vietnam. Je l'écrivis, ce qui me valut l'amitié durable du prince. Mais Nixon opta pour le coup d'Etat à Phnom Penh et les bombes précipitèrent Sihanouk, comme il l'avait annoncé, dans l'autre camp. Pas Hanōi mais Pékin. La grand-mère du prince était chinoise et son ami Chou Enlai lui avait écrit (en français) durant la Révolution culturelle où les Chinois devinrent agressifs envers leurs voisins: «Ne nous craignez pas, tant que je serai au gouvernement.» La deuxième phrase doit être pesée: elle impliquait un péril.

En Chine, en 1972, j'ai rencontré Sihanouk et les Khmers Rouges, soudain ensemble. On ne pouvait deviner que ces derniers, dès que les Américains eurent fui Saïgon, trois ans plus tard, allaient prendre le pouvoir au Cambodge, séquestrer le prince dans son palais et massacrer leur propre peuple. L'invasion meurtrière, dans ce cas, fut celle des idées que ces apôtres de la radicalité révolutionnaire étaient allés apprendre en français à Paris.

Aujourd'hui c'est le mercantilisme intégral qui prévaut en Asie. Avec un savoir-faire qui stupéfie, la dominance de Pékin s'affirme par la réalisation gigantesque des communications périphériques, la mise en goulag des Ouïgours pour rendre bien roulante la

nouvelle Route de la Soie, macadam et voie ferrée par le centre de l'Asie, la descente vers un port de mer par le Pakistan, les îles artificielles de la mer de Chine, le désenclavement du Laos et du Cambodge par les barrages, par huit «ponts de l'amitié» et par les casinos qui se multiplient sur le Mékong. Pendant que l'Europe se soucie des droits de l'homme, soulignons que des ports entiers sont acquis par les Chinois à l'étranger, publics ou privés, à la barbe de la population locale, à fins multiples: commerce par containers, déplacements de main-d'œuvre d'un pays à l'autre, éventualités militaires.

Le bonheur des Cambodgiens, sous le contrôle effectif, opportuniste et tenace de Hun Sen depuis la fin des Khmers Rouges (dont il fut l'un des chefs) se calcule: 800'000 ouvriers dans l'industrie de la chaussure, quatre milliards (de dollars) en revenus touristiques annuels avec Angkor et Sihanoukville, 100 millions offerts par Pékin pour l'armée et la garde personnelle de Hun Sen. 50 réfugiés ouïgours ont été livrés à Pékin. Dans la province de Sihanoukville, appelée Koh Kong, 20 pour cent des côtes maritimes du Cambodge ont été concédées pour 99 ans à une société chinoise, la Tianjin Union Development Group. Prix payé aux Khmers: un million de dollars. Premier investissement des Chinois: quatre milliards.

Bertil Galland

Occident Express 27

C'était samedi soir et nous étions quelques milliers à battre le pavé sur la place centrale de Belgrade. Je m'y trouvais en observateur intrigué comme à chaque – rare – occasion où j'ai participé à une manifestation. Cela fait maintenant neuf semaines que Belgrade, tous les samedis soirs, se remplit d'une foule compacte de marcheurs, phénomène moins passager qu'on l'avait cru au départ. Urbains, paisibles, plutôt éduqués et comptant une large proportion de personnes âgées selon mes maigres observations, ces manifestants réclament le départ du Président de la République et de son gouvernement. Mais ils le font en discutant, en passant des blagues à la ronde, avec conviction mais sans aucune gravité. Car ils savent, et répètent à qui veut l'entendre, que ces manifestations ne servent à rien. Que le Président restera, que le gouvernement ne tombera pas, que les choses resteront ce qu'elles sont. Mais ils protestent. Pour le style, pour rappeler qu'il reste des gens en Serbie qui ne sont pas béats d'admiration pour le pouvoir en place. S'ils ont une quelconque utilité pratique, c'est de permettre la lente émergence de ce qui, on l'espère très timidement, constituera un jour une nouvelle force d'opposition crédible. Cette conscience de leur propre inutilité me séduit. J'ai récemment été ulcéré par les manifestations d'étudiants lausannois «contre le changement climatique». Leur conviction de pacotille, la pathétique

gravité de leurs propos, tout sentait le préfabriqué. Ils ne servaient évidemment aucune cause quelconque mais s'autocongratulaient de leur merveilleuse conscience politique. La révolution dans un fauteuil prenait tout son sens dans les mots – hélas – sincères de ces quelques jeunes. Les Serbes sont, eux, un peuple imprévisible et chaud. Ils savent mieux que d'autres que la politique, désormais, se passe presque partout sauf dans les urnes. Ils savent également mieux que beaucoup (d'où leur goût immodéré pour les conspirations) que le sort des petites nations est lié à des puissances qui les dépassent. Alors ils défilent, régulièrement, dans une dignité affable, ne faisant par là que démontrer une seule chose, simple mais essentielle: ils constituent un peuple.

David Laufer

Bach sans Jean-Sébastien...

Proposer un concert d'œuvres chorales de Bach sans y insérer une œuvre de Jean-Sébastien? C'est tout à fait possible, et on pourrait même en organiser plusieurs dizaines avec chaque fois des pièces différentes, tant la famille Bach regorge de compositeurs, souvent remarquables. Vendredi 5 avril à 20h00 à l'église du Cloître à Aigle et dimanche 7 avril à 17h00 à l'église de La Sarraz, l'ensemble vocal Variabilis, sous la direction d'André Jaquerod, avec le concours de la violoncelliste

Faustine Charles et de l'organiste Stéphane Cosandey, interprétera quelques œuvres composées par des membres de cette stupéfiante famille: on y entendra du Johann Christoph et du Johann Michael, cousins du père de Jean-Sébastien, du Johann Ludwig, cousin au second degré de Jean-Sébastien, ainsi que du Carl Philipp Emmanuel et du Johann Christoph Friedrich, deux des quatre fils compositeurs du Cantor de Leipzig.

Fr. M.

Programme des Entretiens du mercredi

Les conférences de ce mois d'avril (celui-ci certes raccourci par les vacances scolaires) s'annoncent très riches. Elles seront consacrées à la présentation de deux ouvrages traitant de sujets bien différents mais également passionnants. Le premier est dédié à l'évolution du Pays de Vaud du point de vue architectural et urbain, grâce à la comparaison de photographies du siècle passé et de notre époque. Le second, aux relations entre les textes de la foi musulmane et la violence religieuse.

Prochains rendez-vous:

3 avril 2019: «Vaud vu du ciel», avec M. Jean-Michel Zellweger

10 avril 2019: «L'Islam conquérant», avec Shafique Keshavjee

17 et 24 avril 2019: pas d'entretien (vacances scolaires)

Place du Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne, à 20h.
www.ligue-vaudoise.ch/mercredis

La Nation

Rédaction
Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)
Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch
www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

«Grève des femmes» : le Conseil d'Etat dans l'illégalité

La grève et la mise à pied collective sont licites quand elles se rapportent aux relations du travail et qu'elles sont conformes aux obligations de préserver la paix du travail ou de recourir à une conciliation.

(Article 23 alinéa 4 de la Constitution vaudoise)

La mode est aux grèves de démonstration politique. Pour ne pas parler de ce qui se produit en France, on a vécu chez nous les «grèves pour le climat» qui, même si l'on peut juger l'intention louable et certaines pancartes spirituelles, ont permis aux jeunes gens de courber les cours impunément (ce que le Canton de Fribourg, notamment, n'a pas admis). Et voici que se profile la «grève des femmes», agendée au 14 juin. Dans cette perspective, le Conseil d'Etat s'est fendu d'un communiqué dont voici l'essentiel, après un rappel de tout ce que l'Etat

a entrepris pour assurer l'égalité des sexes dans son administration: *Ainsi, même si les conditions de travail offertes aux employé-e-s de l'administration cantonale ne sauraient constituer une base suffisante pour un conflit collectif, le Conseil d'Etat souhaite que les revendications légitimes du mouvement national puissent être portées par les employé-e-s qui le désirent. Dès lors, il a décidé, dans l'hypothèse où les syndicats saisiraient l'organe de conciliation et d'arbitrage, qu'il ne contesterait pas un acte de non-conciliation; la grève pourra ainsi être licite et il n'y aura pas de sanctions administratives.*

Vous avez bien compris: en l'absence de conflit collectif, l'organe chargé de statuer sur les conflits collectifs, constatant que l'Etat-employeur est conciliant, délivrerait un acte de non-conciliation.

La «grève des femmes» du 14 juin est organisée comme une grève poli-

tique à l'échelon suisse, sans rapport avec un conflit du travail particulier. Ce genre de manifestation, dont la multiplication a fait assez de dégâts économiques et parfois matériels dans des pays voisins, viole les obligations résultant du contrat de travail et est proscrié par les normes constitutionnelles et légales. En exergue figure le texte topique de la Constitution vaudoise. La Constitution fédérale dit la même chose en substance. La loi vaudoise sur le personnel de l'Etat aussi, à son article 52:

1. Les collaborateurs de l'Etat respectent la paix du travail.

2. La grève est licite aux conditions cumulatives (c'est nous qui soulignons, à l'intention surtout du Conseil d'Etat) suivantes:

a) elle se rapporte aux relations de travail;

b) elle concerne un conflit collectif;

c) l'organe de conciliation a été saisi et a délivré un acte de non-conciliation;

d) elle est proportionnée au but poursuivi et n'est utilisée qu'en dernier ressort.

Il ressort de ces textes clairs que les contorsions du Conseil d'Etat ne rendent en aucun cas cette «grève des femmes» licite, contrairement à ce que veut faire croire le communiqué officiel. A quand les prochaines «revendications légitimes» dont le gouvernement admettrait, ou même

«souhaiterait» qu'elles puissent être «portées par les employé-e-s qui le désirent»? Les thèmes dans le vent ayant les faveurs de la gauche qui nous régite ne manquent pas. Et si l'on essayait, sur un registre plus institutionnel, une «grève pour la souveraineté» contre les empiètements inconstitutionnels de la Confédération en matière d'aménagement du territoire? Cause «légitime»! Voire, puisque le Conseil d'Etat oublie que «le droit est le fondement et la limite de l'activité étatique» (article 7 de la Constitution), une «grève pour le droit», avec des calicots proclamant «Halte à la violation des lois»?

Jean-François Cavin

Visite du Château

L'Université populaire de Lausanne, renouvelant en partie la rencontre de septembre passé dans les édifices cantonaux de la Cité, organise une visite du siège du gouvernement vaudois sous le titre «Du château Saint-Maire au château cantonal», jeudi 6 juin 2019 de 17h00 à 18h00. La visite sera conduite par M. Vincent Grandjean, chancelier de l'Etat, en personne!

Rendez-vous sur l'Esplanade du château. Finance de 20 francs pour couvrir les frais d'organisation. Inscription par le paiement de la finance soit:

- sur www.uplausanne.ch à l'aide de PostFinance Card ou e-finance, Visa, Mastercard
- par virement ou versement au CCP 10-10606-4 avec mention «Visite n° 14-1».

C.

Loi sur les armes: appel aux soutiens

Un comité de campagne s'est constitué contre la réforme de la loi sur les armes. La Ligue vaudoise en assure le secrétariat. Ses ressources financières sont modestes. Vous pouvez contribuer à les augmenter en versant sur le compte bancaire suivant une somme qui permettra au comité vaudois de développer ses efforts de campagne:

Société vaudoise des carabiniers
1000 Lausanne
Compte 10-1912-6
IBAN CH35 0900 0000 1000 1912 6
Mention: Campagne LArm

Toute campagne politique exige un travail de terrain, de la distribution de tracts au collage d'affiches. N'hésitez pas à vous annoncer pour fournir votre aide. Notre secrétariat de campagne ne manquera pas de vous formuler des propositions d'action:

Comité vaudois NON à la directive UE sur les armes
Place du Grand-Saint-Jean 1
CP 6724
1002 Lausanne
guggisbergfils@gmail.com

Les femmes astérisques

Le 14 juin prochain se profile la grève des femmes. Afin de promouvoir leur action, les féministes ont rédigé le *Manifeste pour la grève féministe et des femmes**¹.

La première chose qui frappe, en lisant le titre de ce texte, est cette petite étoile qui suit le mot «femme». Ce petit signe typographique est présent après chaque mot se référant à ce terme. Il rapporte à la note suivante: *toute personne qui n'est pas un homme cisgenre (soit un homme qui se reconnaît dans le genre qui lui a été assigné à la naissance)*. Chers hommes, soyez heureux, vous existez encore dans la pensée féministe. Bien que vous soyez marginalisés, vous êtes considérés comme une identité à part entière. La femme, elle, doit accepter de faire partie d'un groupe englobant les nombreuses appartenances sexuelles de notre siècle. Non seulement elle n'a plus une identité qui lui est propre, mais le terme qui traditionnellement la désigne, déguisé d'un petit astérisque, sert de mot valise pour un large panel d'identités indéfinissables. Le combat des féministes ne se démarque donc pas de celui de la communauté LGBT+².

La femme n'a plus de nature propre. Le féminisme l'a d'abord poussée au

travail hors du foyer, la rendant prisonnière d'une idéologie faisant miroiter une liberté physique et sexuelle. Il n'est plus question de maternité. Cette dernière est considérée comme un obstacle à la carrière et une complication à l'épanouissement sexuel.

D'un point de vue strictement naturel, la femme assure la continuité de l'espèce en portant la vie. Sa mission ne s'arrête pas là. Son rôle est primordial dans l'éducation des enfants et la cohésion familiale. L'épanouissement de ses enfants est ce qui lui est le plus cher. Ce travail quotidien de la femme ne se voit pas, il n'est pas rémunéré. Mais il est fondamental.

En imposant l'idée que le rôle de mère de famille est secondaire, le féminisme réduit la femme à être un outil de l'économie. Comme si cela ne suffisait pas, il veut maintenant lui ôter son identité propre en faisant d'elle une femme astérisquée.

Emérentienne Pasche

¹ <https://ssp-vpod.ch/downloads/campagnes/manifeste-pour-la-gre-ve-fe-mi-niste-et-des-femmes-14-juin-2019.pdf>.

² LGBT+: Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres + toutes les autres orientations sexuelles possibles.



A côté de la plaque

Les thèmes des initiatives populaires sont aussi variés que passionnants. Après le front des vaches, voici le derrière des voitures! Quelques joyeux drilles, fort sympathiques sur les photos et domiciliés dans cinq villages saint-gallois situés à quelques encablures de la frontière autrichienne, ont en effet décidé d'appeler au peuple après s'être pris d'un soudain désamour pour l'autocollant «CH» qui doit obligatoirement être apposé sur les véhicules helvétiques se rendant à l'étranger.

LE COIN DU RONCHON

Leur argumentation: lorsqu'on achète une nouvelle voiture, on risque d'oublier d'y apposer cet autocollant, et de toute manière c'est moche de coller ça sur la carrosserie.

Leur solution: le «CH» devrait être inscrit directement sur les plaques d'immatriculation, de sorte que l'autocollant ne serait plus nécessaire.

L'initiative qui vient d'être lancée s'intitule donc «Intégrer le signe distinctif de nationalité dans la plaque de

contrôle». Elle est conçue en termes généraux, de sorte que, si elle est acceptée, les parlementaires devront se débrouiller pour la traduire en termes concrets.

Les plaques d'immatriculation n'échappent pas à cette règle universelle: moins on change ce qui existe, mieux on se porte. L'Union européenne, au cours de ces dernières décennies, a agi comme un rouleau compresseur, éradiquant toutes les différences, toute l'originalité et tout le charme des anciennes plaques nationales. Seules les plaques suisses ont conservé leur panache et leur identité, mais on peut être sûr que tout cela disparaîtra le jour où des «experts» se pencheront sur la question. Cette raison, à elle seule, suffira pour rejeter la *Kontrollschildinitiative*.

Il y a une autre raison, bien plus fondamentale. Le titre de l'initiative demande d'intégrer dans les plaques d'immatriculation «le signe distinctif de nationalité». Or toutes les plaques helvétiques comportent déjà aujourd'hui l'abréviation du canton, c'est-à-dire de la «nation». Lorsque les lettres «VD» sont inscrites sur une plaque, il s'agit bel et bien d'un signe de «nationalité».

L'initiative est donc sans objet, voire carrément à côté de la plaque.